Nations Unies S/2018/443

Conseil de sécurité

Distr. générale
10 mai 2018
Français
Original : anglais

Lettres identiques datées du 10 mai 2018, adressées au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies

Le 10 mai 2018, peu après minuit (heure locale), alors que nos citoyens dormaient chez eux, la Force Al-Qods du Corps des gardiens de la révolution islamique a lancé un tir de barrage de 20 roquettes environ sur le territoire israélien. Heureusement, aucun Israélien n'a été blessé ou tué. Nos forces de sécurité ont riposté contre le lance-roquettes à l'origine de l'attaque et contre des cibles militaires iraniennes en Syrie.

Israël tient le Gouvernement iranien et le régime syrien directement responsables de cette attaque et continuera de défendre énergiquement ses citoyens contre toute agression. Israël ne souhaite pas voir monter la violence mais ne permettra en aucun cas à l'Iran d'établir en Syrie une présence militaire dont l'objectif est d'attaquer Israël et de fragiliser la situation déjà précaire dans la région.

Cette attaque éhontée contre notre souveraineté n'est pas isolée. En février déjà, ma délégation vous avait signalé que les forces iraniennes avaient fait partir de la Syrie un drone chargé d'explosifs à destination d'Israël. Nous vous avons mis en garde à maintes reprises contre l'implantation alarmante de l'Iran en Syrie, et ces agressions ne font malheureusement que nous donner raison. Ces agissements s'inscrivent dans un schéma dangereux de violences perpétrées par l'Iran dans toute la région afin de terroriser des innocents et de mettre en place un régime radical et extrémiste du golfe Persique jusqu'à la Méditerranée.

Je demande au Conseil de sécurité de condamner immédiatement cette attaque et d'exiger que l'Iran retire de la Syrie toute présence militaire, celle-ci constituant une menace pour Israël et pour la stabilité de la région toute entière. La communauté internationale ne peut rester sans rien faire alors qu'un régime tyrannique attaque une nation souveraine et continue de menacer l'existence même d'un État Membre de l'Organisation des Nations Unies.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Danny **Danon**

Merci de recycler